

liberté. A la même heure, la *Rote Fahne*, organe communiste, est interdite pour quinze jours.

Le prolétariat, dans sa grande masse, comprend que c'est lui qui va faire les frais de la capitulation qui vient. La capitulation ne peut qu'automatiquement entraîner une formidable extension du pouvoir du capital sur les ouvriers. Le 24 septembre, le Parti communiste d'Allemagne appelle les masses à la vision claire de cette réalité.

Le soir même, le gouvernement annonce officiellement que le Reich renonce à la résistance passive.

Les représentants des Etats confédérés, mandés à Berlin, ont accepté la capitulation. Von Knilling, lui-même, au nom de la Bavière, s'est rallié au point de vue de Stresemann.

Le gouvernement a pris des précautions exceptionnelles. Reichswehr et Schupos sont alertés dans tous les centres ouvriers à Berlin, en Saxe et en Thuringe, mais c'est naturellement de Bavière que la rébellion part.

Le 26, von Knilling y est désavoué par la majorité et c'est le monarchiste von Kahr, l'homme du prince Rupprecht, qui prend le poste de commissaire civil pour la Bavière avec des pouvoirs dictatoriaux.

Toute la nuit du 27 septembre, le Conseil des ministres délibère à Berlin. A 1 heure et demie du matin, il décide, sous prétexte de répondre au coup d'Etat de von Kahr, de proclamer l'état de siège pour toute l'Allemagne. Le pouvoir exécutif est confié à Gessler, l'inamovible ministre de la Reichswehr, qui peut la déléguer aux chefs militaires.

Les socialistes affolés s'associent à cette mesure qui remet les destinées de l'Allemagne à huit généraux dévoués au fascio.

Maintenant qu'ils ont été mêlés au mauvais coup, il n'y aura plus qu'à se débarrasser des socialistes. C'est à quoi vont tendre dans les jours suivantes les efforts de la droite du Parti populiste. C'est pour elle, avant tout, une satisfaction d'amour-propre. Les malheureux socialistes, en effet, ne sont guère gênants maintenant. Déjà, le Reichstag ne s'agite plus que dans le vide. Il n'est plus comme l'a dit Radek, qu'« une paroi sur laquelle dansent des ombres ».

L'opinion ne se passionne plus pour les négociations parlementaires laborieuses des premiers jours d'octobre. La grande coalition, mise en joue par Stinnes, peut mourir de peur le 4, puis renaître après avoir sacrifié Hilferding le 6. Les pleins pouvoirs peuvent être donnés ou refusés à Stresemann par le Reichstag, la situation reste la même.

L'Allemagne est en état de siège. Avec la complicité des chefs militaires, les fascistes s'arment et s'entraînent. Stinnes a décidément pris leur tête. La *Gazette de Voss* peut le traiter de « traître » au parti populiste, que lui importe ! Il a derrière lui sa presse, ses hommes, ses entreprises. Il fait dire par la *Deutsche Allgemeine Zeitung* que l'Allemagne entre dans une période « d'optimisme joyeux », que l'on ne doit plus résister maintenant à employer les « méthodes révolutionnaires ». « Il s'agit, en effet, d'une œuvre de régénération qui incombe avant tout aux partis de droite et ne peut s'accomplir ni démocratiquement, ni parlementairement ».

C'est le langage même d'un Mussolini.

Avec toute la hauteur méprisante d'un patron passant par-dessus ses commis, c'est Stinnes qui, le 6 octobre, s'est rendu chez le général Degoutte pour organiser la reprise du travail dans la Ruhr sur la base des 10 heures. L'accord est déjà conclu entre lui, ses créatures, ses associés et l'occupation français. Là au moins, avec la complicité des agents du *Comité des Forges*, il est le maître incontesté. La propagande révolutionnaire est tenue en

respect par les mitrailleuses, des tanks et le fascisme est reconnu.

N'est-ce pas M. Humbert Jacques, correspondant du *Journal*, dans la Ruhr, qui vient de rapporter : « *Tout mouvement communiste tendant à troubler l'ordre sera réprimé avec la dernière énergie. Si indépendamment de notre protection individuelle, certaines organisations politiques venaient à se créer pour lutter elles-mêmes contre tout élément de désordre, les autorités administratives d'occupation sauraient intervenir en leur faveur.* »

Et l'on ne sait plus au juste, après le dimanche sanglant de Dusseldorf, si Stinnes ne va pas s'associer ouvertement à Degoutte pour organiser le séparatisme rhénan.

Les affaires d'abord.



Pourtant, dans la veillée des armes de l'Allemagne, Stresemann se maintient au pouvoir. Nul ne pourrait dire pour combien de temps. Cela ne présente plus d'ailleurs aucune importance. L'Allemagne sait qu'elle n'échappera pas à la violence.

Depuis octobre, au point de vue social, il y a trois gouvernements pour un seul Empire. Dans la Ruhr, en Bavière et en Prusse Orientale, celui de la grosse industrie, des monarchistes et des agrariens.

En Saxe et en Thuringe, celui des socialistes de gauche, auxquels viennent de s'adjoindre, le 6 octobre, les communistes.

A Berlin, le gouvernement Stresemann, bourgeois impuissant et dictatorial, trouvait ses trois social-démocrates ridicules et chaque jour plus odieux. Tous les actes de ce dernier, depuis la proclamation de l'état de siège, ont été manifestement dirigés contre la gauche. A peine peut-il faire état de l'échec des nationalistes dans le coup de main de Küstrin. Partout ailleurs, sa bienveillance complice à l'égard des fascistes, s'est affichée impudemment. Elle apparaît avec éclat quand on compare les effets de l'état de siège établi par le Reich sur la Bavière d'une part, sur la Saxe, de l'autre. Von Kahr, en Bavière, se considère comme le remplaçant provisoire du roi, une sorte de régent de la couronne. De sa propre autorité, il a supprimé le droit de grève, exigé le désarmement des centuries social-démocrates et aboli les lois de protection de la République.

A côté de lui, von Lossow, le général de la République, commissaire militaire du Reich avec pleins pouvoirs, n'apparaît plus que comme un pâle subordonné auquel il commande et qui s'incline. C'est en toute tranquillité que 20.000 anciens combattants nationalistes ont pu défilé, le 30, dans les rues de Munich, devant le prince Rupprecht et sa femme, aux cris de : « *Vive le roi ! Vive la reine !* »

Von Lossow, général de la République, n'a même pas protesté. C'est tout juste si la Reichswehr n'a pas participé au cortège.

Mais en Saxe, tout est changé. Là, socialistes et communistes sont au pouvoir. Aussi, le général de la République, Muller, fonce-t-il sans hésitation et cravache-t-il la volonté populaire. « *J'exerce, dès aujourd'hui, la plénitude des pouvoirs* », a-t-il dit en prenant possession de son poste. Et au nom du Reich, il a proclamé abolies toutes les libertés. En vain, Zeigner, président du Conseil, a-t-il protesté. Il s'est vite rendu compte qu'il fallait en venir à d'autres moyens.

Tel est l'arme de la dictature militaire qui devait être à deux tranchants et qui, en réalité, n'en a qu'un.

Avec la dictature militaire et l'état de siège, le deuxième palier de la Révolution est gravi.

Les trois Allemagne qui n'en font, en réalité, que deux, se préparent, sous l'état de siège, à la lutte armée